

# Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2022

## ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Sylvie Poitras, atteste la véracité du Rapport financier de Ville de Sainte-Anne-des-Plaines pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

[Originale signée]

Signature



Date 9 mai 2023

# Table des matières

## États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	3
État de la situation financière	4
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	5
État des flux de trésorerie	6
Notes complémentaires aux états financiers	7
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	22
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	23
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	24
Charges par objets	25
Excédent (déficit) accumulé	26
Avantages sociaux futurs	30

## Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	37
Analyse des charges	49

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Sainte-Anne-des-Plaines

### Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Sainte-Anne-des-Plaines (l'« entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2022 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Sainte-Anne-des-Plaines au 31 décembre 2022, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Sainte-Anne-des-Plaines inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

### Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

### Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



[Original signé par]

Gariépy Bussière CPA inc.\*

\* Par Jean-Gaetan Gariépy, CPA auditeur

Saint-Jérôme, le 9 mai 2023

**ÉTAT DES RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	19 323 500	19 514 817	18 549 299
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 668 500	2 676 398	2 619 173
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 121 900	8 434 988	1 106 327
Services rendus	5	907 700	1 017 504	850 137
Imposition de droits	6	1 315 000	1 682 641	1 953 761
Amendes et pénalités	7	564 000	546 462	492 958
Revenus de placements de portefeuille	8	15 000	89 844	15 890
Autres revenus d'intérêts	9	210 300	231 158	197 171
Autres revenus	10	75 000	781 449	1 399 594
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	26 200 900	34 975 261	27 184 310
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	3 741 900	3 789 966	3 634 278
Sécurité publique	15	5 394 100	5 560 505	5 160 518
Transport	16	6 688 600	7 044 724	6 684 812
Hygiène du milieu	17	5 329 200	5 748 598	5 108 860
Santé et bien-être	18	123 800	122 742	122 878
Aménagement, urbanisme et développement	19	863 100	826 344	667 796
Loisirs et culture	20	4 098 700	4 071 161	3 543 605
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	816 900	830 637	885 250
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	27 056 300	27 994 677	25 807 997
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	(855 400)	6 980 584	1 376 313
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		51 014 281	49 637 968
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		51 014 281	49 637 968
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29		57 994 865	51 014 281

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.**

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2022**

		2022	2021
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	3 025 779	2 061 373
Débiteurs (note 5)	2	13 431 636	7 210 367
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	16 457 415	9 271 740
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	6 390 001	8 290 001
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	4 189 656	3 874 230
Revenus reportés (note 12)	12	890 851	664 002
Dette à long terme (note 13)	13	37 576 344	35 314 389
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	113 300	110 100
Autres passifs (note 14)	15		
	16	49 160 152	48 252 722
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)</b>	17	(32 702 737)	(38 980 982)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	90 682 311	89 972 372
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	13 299	13 299
Stocks de fournitures	20		
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	1 992	9 592
	23	90 697 602	89 995 263
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	24	57 994 865	51 014 281

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

		<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	
		<b>2022</b>	<b>2022</b>	<b>2021</b>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	(855 400)	6 980 584	1 376 313
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	8 445 000)	5 197 095)	7 724 373)
Produit de cession	3		20 579	9 000
Amortissement	4	4 320 000	4 445 957	4 303 181
(Gain) perte sur cession	5		20 620	(9 000)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(4 125 000)	(709 939)	(3 421 192)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10			
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		7 600	28 308
	13		7 600	28 308
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
<b>Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)</b>	16	(4 980 400)	6 278 245	(2 016 571)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(38 980 982)	(36 964 411)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(38 980 982)	(36 964 411)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	21		(32 702 737)	(38 980 982)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.



**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

		2022	2021
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 980 584	1 376 313
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	4 445 957	4 303 181
Autres			
▪ (Gain) perte sur cession	3	20 620	(9 000)
▪	4		
	5	11 447 161	5 670 494
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(6 221 269)	1 896 891
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	315 426	(2 650 053)
Revenus reportés	9	226 849	(3 077)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	3 200	(13 900)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13	7 600	28 308
	14	5 778 967	4 928 663
<b>Activités d'investissement</b>			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	( 5 197 095)	( 7 724 373)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	20 579	9 000
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	( )	( )
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18	( )	( )
	19	(5 176 516)	(7 715 373)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	( )	( )
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	( )	( )
Cession	23		
	24		
<b>Activités de financement (note 4)</b>			
Émission de dettes à long terme	25	5 561 700	3 835 900
Remboursement de la dette à long terme	26	( 3 292 095)	( 3 626 294)
Variation nette des emprunts temporaires	27	(1 900 000)	378 596
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(7 650)	(33 002)
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	361 955	555 200
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	964 406	(2 231 510)
Solde déjà établi	33	2 061 373	4 292 883
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	2 061 373	4 292 883
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>	36	3 025 779	2 061 373

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

**1. Statut de l'organisme municipal**

La Ville de Sainte-Anne-des-Plaines est un organisme municipal existant en vertu de la Loi sur les cités et villes (Lrq,c.C-19).

**2. Principales méthodes comptables**

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent les résultats détaillés, l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales et l'excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales présentés aux pages S16, S17 et S18 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée à la page S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

**A) Périmètre comptable et partenariats**

S/O

**a) Périmètre comptable**

S/O

**b) Partenariats**

S/O

**B) Comptabilité d'exercice**

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits, les événements et les transactions leur donnant lieu. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où elles sont acquittées.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

**Estimations comptables**

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée de vie utile des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

### C) Actifs

Les principales méthodes comptables concernant les actifs sont les suivantes:

#### a) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

#### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

#### Placement de portefeuille

Les placements à titre d'investissement sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur. Les autres placements sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur. Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

#### b) Actifs non financiers

La Municipalité comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financier étant donné qu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs à moins d'être vendus.

#### Autres actifs non financiers

Les frais payés d'avance représentent des déboursés effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

**Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.**

#### Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

Les immobilisations sont amorties, à compter du mois suivant leur transfert à la catégorie d'immobilisation appropriée, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Infrastructures	de 15 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	de 10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	de 5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 ans

**Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. Les propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

**D) Passifs**

**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

**Subventions reportées du gouvernement du Québec**

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

**Revenus reportés**

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

**E) Revenus**

**Revenus de transfert**

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**Constatation des revenus**

- Les revenus de taxation sont constatés lors du dépôt des rôles de perception;
- Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;
- Les revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats émis par l'évaluateur;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'Officier de la publicité foncière;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus provenant des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

**F) Avantages sociaux futurs**

**Avantages sociaux futurs à prestations déterminées**

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de la répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2022 selon la méthode de la valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant (pour la dernière fois en 2019) faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

**Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal.**

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2022. À titre informatif, puisque le régime ne prévoyait pas d'indexation automatique avant l'application de la Loi RRSM, ce jugement n'a aucune incidence sur le régime.

**G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
  - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;
- Éléments présentés à l'encontre des DCTP:
  - pour le financement des activités de fonctionnement: au fur et à mesure de l'amortissement des frais reportés liés à la dette à long terme
- Avantages sociaux futurs:
  - aucun montant à pourvoir dans le futur n'a été constaté.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

**H) Instruments financiers**

S/O

**I) Autres éléments****Passifs éventuels**

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un évènement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

**3. Modification de méthodes comptables**

S/O

**4. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

		2022	2021
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	3 025 779	2 061 373
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3		
▪	4		
▪	5		
▪	6		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	3 025 779	2 061 373
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	8 (	)	)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	9	3 025 779	2 061 373
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	10	829 924	497 562
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	11		

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

**5. Débiteurs**

		2022	2021
Taxes municipales	12	1 513 836	1 479 155
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	13	1 589	1 589
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	3 812 797	3 462 169
Gouvernement du Canada et ses entreprises	15	1 696 794	254 222
Organismes municipaux	16	5 861 398	642 265
Autres			
▪ Mutations	17	453 542	1 001 980
▪ Autres	18	91 680	368 987
	19	13 431 636	7 210 367
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	20	2 817 802	3 014 289
Gouvernement du Canada et ses entreprises	21		
Organismes municipaux	22		
Autres tiers	23		
	24	2 817 802	3 014 289
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	25	35 000	35 000
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	26	2 420 088	1 863 232
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	27	814 856	896 689
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	28	240 309	303 205
Ministère de la Culture et des Communications	29	149 378	138 889
Autres ministères/organismes	30	188 166	260 154
	31	3 812 797	3 462 169

**Note****6. Prêts**

		2022	2021
Prêts à un office d'habitation	32		
Prêts à un fonds d'investissement	33		
Autres			
▪	34		
▪	35		
	36		
Provision pour moins-value déduite des prêts	37		

**Note****7. Placements de portefeuille**

		2022	2021
Placements à titre d'investissement	38		
Autres placements	39		
	40		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	41		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	42		



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

**Note****8. Avantages sociaux futurs**

		2022	2021
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	43	(113 300)	(110 100)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	44		
	45	(113 300)	(110 100)
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	46	366 300	307 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	47		
Régimes à cotisations déterminées	48		
Autres régimes (REER et autres)	49		
Régimes de retraite des élus municipaux	50	13 826	
	51	380 126	307 000

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note****9. Autres actifs financiers**

		2022	2021
Propriétés destinées à la revente (note 16)	52		
Autres	53		
	54		

**Note****10. Emprunts temporaires**

La Ville dispose d'une marge de crédit autorisée de 5 000 000\$ portant intérêt au taux de base. Au 31 décembre 2022, la marge de crédit était inutilisée.

De plus, la Ville dispose de facilités de crédit autorisées de 30 527 700\$ portant intérêts au taux de 6.45%. Au 31 décembre 2022, 6 390 001\$ de facilités de crédit étaient utilisées.

**11. Crédoeurs et charges à payer**

		2022	2021
Fournisseurs	55	1 922 205	2 203 273
Salaires et avantages sociaux	56	880 112	776 926
Dépôts et retenues de garantie	57	463 788	349 113
Provision pour contestations d'évaluation	58	38 834	38 834
Autres			
▪ Intérêts courus sur dette l.t.	59	252 889	197 735
▪ Organismes municipaux	60	631 828	308 349
▪	61		
▪	62		
▪	63		
	64	4 189 656	3 874 230

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

**Note****12. Revenus reportés**

		2022	2021
Taxes perçues d'avance	65		
Transferts			
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	66	159 234	97 831
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	67		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	68		
Accès entreprise Québec	69		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	70		
Autres			
▪	71		
▪	72		
▪	73		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	74	173 173	109 598
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	75		
Société québécoise d'assainissement des eaux	76		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	77	68 591	
Autres contributions des promoteurs	78		
Fonds de redevances réglementaires	79		
Autres			
▪ Entente de déneigement	80	12 592	12 592
▪ Loisirs, etc.	81	28 414	28 250
▪ Transferts	82	309 847	285 431
▪ Dépôts de garantie	83	139 000	130 300
▪	84		
▪	85		
▪	86		
	87	890 851	664 002

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2022	2021
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,45	2,75	2023	2027	88	37 850 000	35 556 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					89		
Gains (pertes) de change reportés					90		
					91		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					92		
Organismes municipaux					93		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					94		
Autres					95	24 394	48 789
					96	37 874 394	35 604 789
Frais reportés liés à la dette à long terme					97	( 298 050)	( 290 400)
					98	37 576 344	35 314 389

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2022
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2023	99		3 378 000		24 394	3 402 394
2024	100		3 126 000			3 126 000
2025	101		2 969 000			2 969 000
2026	102		2 799 000			2 799 000
2027	103		25 578 000			25 578 000
2028 et plus	104					
	105		37 850 000		24 394	37 874 394
Intérêts et frais accessoires	106		( )		( )	
	107		37 850 000		24 394	37 874 394

**Note****14. Autres passifs**

	2022	2021
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	108	
Assainissement des sites contaminés	109	
Autres		
▪	110	
▪	111	
▪	112	
▪	113	
	114	

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

**15. Immobilisations corporelles**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
<b>COÛT</b>					
Infrastructures					
Eau potable	115	27 876 089	631 291		28 507 380
Eaux usées	116	38 192 558	1 383 205		39 575 763
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	117	45 573 703	971 683		46 545 386
Autres					
▪ Parcs, éclairage de rues, etc.	118	8 097 952	324 041		8 421 993
▪	119				
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	10 828 041	1 621 589	(10 200)	12 459 830
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	4 889 218	127 825	117 915	4 899 128
Ameublement et équipement de bureau	124	1 008 179	42 017		1 050 196
Machinerie, outillage et équipement divers	125	3 176 437	635 334	27 192	3 784 579
Terrains	126	1 574 404	8 000		1 582 404
Autres	127				
	128	141 216 581	5 744 985	134 907	146 826 659
Immobilisations en cours	129	20 784 879	(547 890)	10 200	20 226 789
	130	162 001 460	5 197 095	145 107	167 053 448
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>					
Infrastructures					
Eau potable	131	14 166 738	634 548		14 801 286
Eaux usées	132	18 356 819	965 478		19 322 297
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	133	26 197 099	1 708 005		27 905 104
Autres					
▪ Parcs, éclairage de rues, etc.	134	3 995 001	337 375		4 332 376
▪	135				
Réseau d'électricité	136				
Bâtiments	137	4 528 465	264 671		4 793 136
Améliorations locatives	138				
Véhicules	139	1 865 482	252 603	87 140	2 030 945
Ameublement et équipement de bureau	140	716 164	87 943		804 107
Machinerie, outillage et équipement divers	141	2 203 320	195 334	16 768	2 381 886
Autres	142				
	143	72 029 088	4 445 957	103 908	76 371 137
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	144	89 972 372			90 682 311
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	145				
Amortissement cumulé	146	( )	( )	( )	( )
Valeur comptable nette	147				

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

**16. Propriétés destinées à la revente**

		2022	2021
Immeubles de la réserve foncière	148	10 580	10 580
Immeubles industriels municipaux	149		
Autres	150	2 719	2 719
	151	13 299	13 299
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	152		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	153	13 299	13 299

**Note****17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
<b>COÛT</b>					
▪	154				
▪	155				
▪	156				
▪	157				
	158				
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>					
▪	159				
▪	160				
▪	161				
▪	162				
	163				
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	164				

**Note****18. Autres actifs non financiers**

		2022	2021
Frais payés d'avance			
▪ Divers	165	1 992	9 592
▪	166		
▪	167		
Autres			
▪	168		
▪	169		
	170	1 992	9 592

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022****19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée en vertu d'un contrat pour les années 2023 à 2025 avec option de renouvellement pour 2026 et 2027 auprès d'Enviro Connexions pour la gestion de ses matières résiduelles pour un montant de 1 805 849\$ annuellement incluant les taxes qui sera indexé à chaque année selon l'indice des prix à la consommation. Un montant de 1 567 733\$ a été payé pour l'année 2022 en vertu de l'ancien contrat.

La Ville a retenu les services de Charex inc. pour les travaux de déneigement des années 2022 à 2027 pour un montant de 1 045 698\$ incluant les taxes pour la saison hivernale 2022-2023 ce montant sera majoré de 2% pour chacune des saisons subséquentes. Les paiements s'échelonneront de janvier à mai de chaque année. Un montant de 1 068 233\$ a été payé pour l'année 2022.

La Ville a signé en vertu d'une entente intermunicipale concernant l'octroi en commun d'un contrat pour le contrôle biologique des insectes piqueurs, un contrat d'une durée de cinq (5) ans de 2020 à 2024 avec GDG Environnement Ltée pour un coût de 1 389 467\$ (taxes incluses). En 2022, un montant de 277 893\$ a été payé.

La Ville de Sainte-Anne-des-Plaines s'est engagée en vertu d'un contrat pour la période d'avril 2018 à décembre 2023 auprès de la firme Évimbec Ltée pour la fourniture de services professionnels en évaluation foncière municipale, pour un coût de 1 625 746\$ incluant les taxes. En vertu de ce contrat un montant de 285 153\$ a été versé pour l'année 2022.

De plus, la Ville s'est engagée auprès de la firme LBP Évaluateurs agréés pour un montant de 762 566\$ incluant les taxes pour la fourniture des services professionnels en évaluation foncière pour la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2029.

En avril 2022, la Ville a octroyé un contrat du 15 avril 2022 au 31 décembre 2024 à Tricentris, la coop de solidarité pour le tri des matières recyclables de la Ville. Au coût de 3.40\$ plus taxes applicables par logement, ce montant sera indexé à chaque année de l'indice des prix à la consommation. Un montant de 26 292\$ a été versé en 2022.

En décembre 2021, la Ville a octroyé un contrat pour les années 2022, 2023 et 2024 à SPCA Monani-Mo au montant de 52 500\$ taxes incluses par année plus 50% des ventes de médailles ainsi qu'un montant de 2 500\$ par année pour la stérilisation des chats. Un montant de 70 335\$ a été attribué pour l'année 2022.

La Ville se prévoit de l'option de prolongation du contrat avec WM Québec inc. pour une durée de cinq (5) ans, soit du 1er août 2022 au 31 juillet 2027 relativement aux services d'enfouissement des matières résiduelles résidentielles. Le tarif unitaire de base sera majoré de l'indice des prix à la consommation annuellement. En 2022, un montant de 243 934\$ a été versé.

La Ville a signé un bail pour un local d'un montant de 36 000\$ d'une durée de deux (2) ans débutant en septembre 2022 jusqu'en août 2024 avec option de renouvellement d'un an. Un montant de 15 093\$ a été versé en 2022 incluant la portion de l'ancien bail.

De plus, la Ville a signé un bail avec 9186-5667 Québec inc. pour la location d'un immeuble pour la période du 1er septembre 2022 au 31 août 2032 avec une option de renouvellement de cinq (5) ans. Le coût annuel de base est fixé à 120 000\$ plus les taxes applicables, le loyer de base sera majoré de 2% pour les quatre (4) années suivantes. Pour l'année 2022, un montant de 51 450\$ a été attribué en vertu du bail.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

La Ville a octroyé un contrat pour la vidange, le transport et la disposition des boues de fosses septiques pour les années 2021 à 2025 à EBI Envirotech inc. au montant de 331 829\$ incluant les taxes. Un montant de 50 898\$ a été versé pour l'année 2022.

La Ville s'est engagée en vertu d'un contrat de location d'un chargeur sur roues pour les saisons hivernales 2022-2023 à 2025-2026 avec Les Entreprises S. Maisonneuve pour une somme maximale de 104 857\$ incluant les taxes. Un montant de 8 738\$ a été versé pour l'année 2022.

La Ville a octroyé un contrat pour le nettoyage des conduites d'égouts sanitaires et pluviales pour les années 2023 à 2027 avec le Groupe Sanyvan inc. pour un montant de 398 043\$ incluant les taxes.

La Ville a octroyé un contrat pour la fourniture de service de maintenance des équipements électromécaniques pour les années 2023 à 2028 avec Honeywell Limitée pour un montant de 551 300\$ incluant les taxes.

La Ville a signé une entente de partenariat avec la Chambre de commerce et d'industrie Thérèse-De-Blainville (CCITB) pour les années 2023 à 2025 à verser un montant de 154 545\$ plus les taxes pour offrir une ressource dédiée à soutenir les entreprises de la Ville.

## 20. Droits contractuels

### Programme de subvention

Dans le cadre de programmes de subvention sur les infrastructures, les gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 7 057 130\$ à la Ville pour des travaux admissibles. La Municipalité doit également investir 4 832 125\$ dans ces travaux. À la date des états financiers, un montant de 2 119 600\$ a été comptabilisé à titre de revenu et un solde de 4 937 530\$ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

## 21. Passifs éventuels

S/O

### A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2022	2021
<b>Emprunts temporaires</b>			
	171		
<b>Dettes à long terme</b>			
Emprunt - Centre Sportif de SADP	3 700 000	2 807 711	3 037 712
	172	3 700 000	2 807 711
	173	3 700 000	2 807 711

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

Le 19 mai 2020, la Ville est autorisée par le ministère des Affaires municipales et de l'habitation à se porter à nouveau caution du Centre Sportif de Ste-Anne-des-Plaines Inc., pour un montant maximum de 1 350 000\$ et ce selon la résolution 2020-02-059 adoptée le 11 février 2020. Ce cautionnement s'ajoute au cautionnement approuvé le 2 mai 2014 par la résolution 2014-01-016.

**B) Auto-assurance**

La Ville de Sainte-Anne-des-Plaines a décidé de participer à un fonds de garantie de regroupement composé de treize (13) autres municipalités, régies municipales et MRC de la région. Un montant annuel 16 536\$ a été versé à titre de quote-part dans la mise en place d'une mutuelle des risques de responsabilité civile d'un montant de 500 000\$ pour l'ensemble des membres du regroupement. Cette somme est comptabilisée à la dépense d'assurance dans l'année courante. À la fin de l'entente, toutes sommes résiduelles des réclamations seraient remises à la Ville. Aucune provision n'est inscrite aux livres pour ces remboursements éventuels.

**C) Poursuites**

S/O

**D) Autres**

S/O

**22. Actifs éventuels**

S/O

**23. Redressement aux exercices antérieurs**

S/O

**24. Données budgétaires**

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires.

**25. Instruments financiers**

S/O



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

	Budget 2022		Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
<b>Revenus</b>						
<b>Fonctionnement</b>						
Taxes	1	19 323 500	19 514 817		19 514 817	18 549 299
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 668 500	2 676 398		2 676 398	2 619 173
Quotes-parts	3					
Transferts	4	1 121 900	1 321 586		1 321 586	1 084 042
Services rendus	5	907 700	1 017 504		1 017 504	850 137
Imposition de droits	6	1 315 000	1 682 641		1 682 641	1 953 761
Amendes et pénalités	7	564 000	546 462		546 462	492 958
Revenus de placements de portefeuille	8	15 000	89 844		89 844	15 890
Autres revenus d'intérêts	9	210 300	231 158		231 158	197 171
Autres revenus	10	75 000	92 990		92 990	165 419
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	26 200 900	27 173 400		27 173 400	25 927 850
<b>Investissement</b>						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	3 000 000	7 113 402		7 113 402	22 285
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17		689 285		689 285	857 402
Autres	18		(826)		(826)	376 773
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	3 000 000	7 801 861		7 801 861	1 256 460
	22	29 200 900	34 975 261		34 975 261	27 184 310
<b>Charges</b>						
Administration générale	23	3 595 100	3 641 795	148 171	3 789 966	3 634 278
Sécurité publique	24	5 189 500	5 353 524	206 981	5 560 505	5 160 518
Transport	25	4 694 200	5 027 883	2 016 841	7 044 724	6 684 812
Hygiène du milieu	26	3 714 600	4 066 010	1 682 588	5 748 598	5 108 860
Santé et bien-être	27	123 800	122 742		122 742	122 878
Aménagement, urbanisme et développement	28	858 200	821 493	4 851	826 344	667 796
Loisirs et culture	29	3 744 000	3 684 636	386 525	4 071 161	3 543 605
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	816 900	830 637		830 637	885 250
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	4 320 000	4 445 957	(4 445 957)		
	34	27 056 300	27 994 677		27 994 677	25 807 997
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	35	2 144 600	6 980 584		6 980 584	1 376 313

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

		2022		2021
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	2 144 600	6 980 584	1 376 313
Moins : revenus d'investissement	2 (	3 000 000)(	7 801 861)(	1 256 460)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	(855 400)	(821 277)	119 853
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>				
Amortissement	4	4 320 000	4 445 957	4 303 181
Produit de cession	5		20 579	9 000
(Gain) perte sur cession	6		20 620	(9 000)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	4 320 000	4 487 156	4 303 181
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	183 200	114 254	131 052
Remboursement de la dette à long terme	17 (	3 095 600)(	3 095 608)(	3 093 923)
	18	(2 912 400)	(2 981 354)	(2 962 871)
<b>Affectations</b>				
Activités d'investissement	19 (	50 000)(	124 790)(	65 276)
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	257 600	266 771	657 713
Réserves financières et fonds réservés	22	(759 800)	(716 177)	(557 733)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(552 200)	(574 196)	34 704
	26	855 400	931 606	1 375 014
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27		110 329	1 494 867

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

		2022	2021
		Réalizations	Réalizations
<b>Revenus d'investissement</b>	1	7 801 861	1 256 460
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	219 450)(	67 978)
Sécurité publique	3 (	57 893)(	1 177 910)
Transport	4 (	2 184 813)(	3 845 359)
Hygiène du milieu	5 (	2 172 921)(	1 443 083)
Santé et bien-être	6 (	)(	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	372)(	9 500)
Loisirs et culture	8 (	561 646)(	1 180 543)
Réseau d'électricité	9 (	)(	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)(	)
	11 (	5 197 095)(	7 724 373)
<b>Propriétés destinées à la revente</b>			
Acquisition	12 (	)(	)
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>			
Émission ou acquisition	13 (	)(	)
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	5 438 640	3 287 034
<b>Affectations</b>			
Activités de fonctionnement	15	124 790	65 276
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18	557 112	295 179
	19	681 902	360 455
	20	923 447	(4 076 884)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	21	8 725 308	(2 820 424)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**CHARGES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
<b>Rémunération</b>				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	6 707 400	6 944 106	6 120 849
<b>Charges sociales</b>				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	1 608 000	1 532 745	1 300 185
<b>Biens et services</b>				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7	3 732 200	3 698 772	3 650 885
Autres biens et services	8	8 425 100	9 216 551	8 191 338
<b>Frais de financement</b>				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	706 400	733 636	785 008
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	100 700	96 569	99 842
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	9 800	432	400
<b>Contributions à des organismes</b>				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	968 300	966 387	974 009
Transferts	15			
Autres	16			
Autres organismes				
Transferts	17			
Autres	18	335 400	250 538	188 710
<b>Amortissement</b>				
Immobilisations corporelles	19	4 320 000	4 445 957	4 303 181
Actifs incorporels achetés	20			
<b>Autres</b>				
Autres	21	123 000	90 104	51 313
Réclamations dommages/intérêts	22	20 000	7 507	142 277
Mauvaises créances	23		11 373	
	24	27 056 300	27 994 677	25 807 997

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2022**

		2022	2021
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 396 126	3 307 649
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 448 251	1 133 172
Réserves financières et fonds réservés	3	1 609 759	1 001 083
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	( 578 100)	( 855 400)
Financement des investissements en cours	5	(3 396 338)	(12 113 194)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	56 515 167	58 540 971
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	57 994 865	51 014 281
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>			
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Administration municipale	9	2 396 126	3 307 649
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	10		
	11	2 396 126	3 307 649
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Administration municipale			
▪ Budget de l'exercice suivant	12	560 000	250 000
▪ Règlement tarification infras	13	79 500	79 500
▪ Classique de la mairesse	14	34 721	29 642
▪ Transport en commun	15	774 030	774 030
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	1 448 251	1 133 172
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	1 448 251	1 133 172

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2022**

	2022	2021
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Assainissement des eaux(boues)	27 340 000	310 000
▪ Eau potable	28 411 150	134 600
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	751 150
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		444 600
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 645 720	376 933
Organismes contrôlés et partenariats	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39 140 775	2 667
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41 36 083	165 852
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	45 25 000	
Autres		
▪ Fonds de stationnement	46 11 031	11 031
▪	47	
	48	858 609
	49	1 609 759
		556 483
		1 001 083

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2022**

	2022	2021
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	50 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	51 (	)(
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	52 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	53 (	)(
Autres	54 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	55 (	)(
	56 (	)(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	57 (	)(
Assainissement des sites contaminés	58 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	59 (	)(
Autres		
▪	60 (	)(
▪	61 (	)(
	62 (	)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	64 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	65 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	66 (	)(
Autres		
▪	67 (	)(
▪	68 (	)(
	69 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	70 (	107 600)(
Mesure relative à la COVID-19	71 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	72 (	298 050)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	73 (	)(
Autres		
▪ Réclamation - pluie	74 (	257 300)(
▪ Élimination des boues	75 (	213 200)(
	76 (	876 150)(
1 145 800)		
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	77	298 050
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	78	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	79	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	80	
Autres		
▪	81	
	82	298 050
	83 (	578 100)(
855 400)		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2022**

	2022	2021
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	84 965 593	1 002 042
Investissements à financer	85 ( 4 361 931)(	13 115 236)
	86 (3 396 338)	(12 113 194)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	87 90 682 311	89 972 372
Propriétés destinées à la revente	88 13 299	13 299
Prêts	89	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	90	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	91	
	92 90 695 610	89 985 671
Ajustements aux éléments d'actif	93	
	94 90 695 610	89 985 671
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	95 ( 37 576 344)(	35 314 389)
Frais reportés liés à la dette à long terme	96 ( 298 050)(	290 400)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	97 2 817 802	3 014 289
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	98	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	99 876 149	1 145 800
	100 ( 34 180 443)(	31 444 700)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	101 ( )	)
	102 ( 34 180 443)(	31 444 700)
	103 56 515 167	58 540 971



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

La Ville de Sainte-Anne-des-Plaines offre à l'ensemble de ses employés un régime de retraite contributif à prestations déterminées. En vertu de ce régime, les cotisations sont versées par l'employeur et les participants. Le Régime est enregistré conformément à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite sous le numéro 30071. De plus, le Régime est enregistré sous le numéro 0975367.

La rente de retraite est établie selon les années de services et le salaire. Plus précisément, cette prestation de retraite correspond à 2% du salaire final moyen (3 ans) multiplié par le nombre d'années de services reconnus à la retraite. Cette rente est sujette à une réduction selon l'âge du participant à la retraite.

La dernière évaluation actuarielle disponible est le 31 décembre 2019.

	2022	2021
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (110 100)	(124 000)
Charge de l'exercice	4 ( 366 300)(	307 000)
Cotisations versées par l'employeur	5 363 100	320 900
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (113 300)	(110 100)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 12 240 000	13 192 600
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ( 12 502 900)(	13 192 600)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (262 900)	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 149 600	(110 100)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (113 300)	(110 100)
Provision pour moins-value	12 ( ) (	)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (113 300)	(110 100)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 12 240 000	13 192 600
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ( 12 502 900)(	13 192 600)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ( 262 900)(	)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

		2022	2021
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	805 700	651 400
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	805 700	651 400
Cotisations salariales des employés	21 (	427 600)(	320 500)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)	)
	23	378 100	330 900
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	(12 200)	(24 300)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29		
▪	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	365 900	306 600
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	690 500	638 400
Rendement espéré des actifs	33 (	690 100)(	638 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	400	400
Charge de l'exercice	35	366 300	307 000
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	(1 192 100)	823 100
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (	690 100)(	638 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	(1 882 200)	185 100
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	1 634 700	(174 700)
Prestations versées au cours de l'exercice	40	551 200	615 600
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	12 240 000	13 192 600
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	225 900	522 400
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	12	11
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	6,06 %	5,17 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,17 %	5,15 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

**Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements**

	2022	2021
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 (	)(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (	)(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 (	)(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (	)(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (	)(

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

	2022	2021	
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	( ) ( )	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( ) ( )	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	( ) ( )	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	( ) ( )	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
<b>Description des régimes et autres renseignements</b>			
		<b>2022</b>	<b>2021</b>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112		

**D) AUTRES RÉGIMES**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	113		
<b>Description des régimes et autres renseignements</b>			
		<b>2022</b>	<b>2021</b>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116		
Autres régimes	117		
	118		

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

		<b>2022</b>	<b>2021</b>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	1	

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) est un régime à prestations déterminées géré en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ce régime est un régime à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ce régime comme s'il était un régime à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ce régime de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

		<u>2022</u>	<u>2021</u>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	120	4 103	
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	121	13 826	
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122		
	123	13 826	

**Note**

## **Renseignements financiers non audités**

**ANALYSE DES REVENUS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité*

TAXES		Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	14 012 700	14 134 467	13 522 306
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	665 600	671 303	658 039
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	343 800	352 686	329 299
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	15 022 100	15 158 456	14 509 644
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 358 600	1 392 763	1 213 422
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	789 500	795 790	723 791
Matières résiduelles	15	1 151 300	1 158 324	1 071 422
Autres				
▪ Contrôle des insectes piqueurs	16	329 300	331 384	324 314
▪ Entretien/déneigement de rues	17	14 700	14 700	14 700
▪ Vidange de fosses septiques	18	73 900	74 768	86 769
Centres d'urgence 9-1-1	19	70 000	75 303	72 397
Service de la dette	20	514 100	513 329	532 840
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	4 301 400	4 356 361	4 039 655
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	4 301 400	4 356 361	4 039 655
	29	19 323 500	19 514 817	18 549 299



**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité*

<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>		<b>Budget 2022</b>	<b>Réalisations 2022</b>	<b>Réalisations 2021</b>
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	30			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	31			
Compensations pour les terres publiques	32			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	36 500	37 029	38 825
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	318 500	325 863	283 587
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	36			
	37	355 000	362 892	322 412
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	38	2 313 500	2 313 506	2 296 761
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	39			
Taxes d'affaires	40			
	41	2 313 500	2 313 506	2 296 761
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
	44			
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	45			
Autres	46			
	47			
	48	2 668 500	2 676 398	2 619 173

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité*

TRANSFERTS		Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	49		3 202	11 123
<b>Sécurité publique</b>				
Police	50			
Sécurité incendie	51	27 700	31 384	35 560
Sécurité civile	52			
Autres	53			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	6 400	16 176	26 243
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56			6 137
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64			
Réseau de distribution de l'eau potable	65	36 300	59 961	39 436
Traitement des eaux usées	66		3 750	3 365
Réseaux d'égout	67	30 300	53 912	18 971
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68	150 000	182 620	173 306
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74		452	6 869
Autres	75			

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>Budget 2022</b>	<b>Réalisations 2022</b>	<b>Réalisations 2021</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)</b>			
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	76		
Sécurité du revenu	77		
Autres	78		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	79		
Rénovation urbaine	80	2	41
Promotion et développement économique	81		
Autres	82		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	83	6 713	10 039
Activités culturelles			
Bibliothèques	84	64 500	79 104
Autres	85	13 000	14 300
<b>Réseau d'électricité</b>			
	86		
	87	328 200	451 576
		451 576	406 062

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité*

TRANSFERTS (suite)		Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	88			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	89			
Sécurité incendie	90			
Sécurité civile	91			
Autres	92			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	93			
Enlèvement de la neige	94			
Autres	95			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	96			
Transport adapté	97			
Transport scolaire	98			
Autres	99			
Transport aérien	100			
Transport par eau	101			
Autres	102			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	103	3 000 000	743 200	
Réseau de distribution de l'eau potable	104		425 312	
Traitement des eaux usées	105			
Réseaux d'égout	106		903 788	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	107			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	108			
Tri et conditionnement	109			
Autres	110			
Autres	111			
Cours d'eau	112			
Protection de l'environnement	113			
Autres	114			

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité*

TRANSFERTS (suite)		Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	115			
Sécurité du revenu	116			
Autres	117			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	118			
Rénovation urbaine	119			
Promotion et développement économique	120			
Autres	121			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	122		5 041 102	22 285
Activités culturelles				
Bibliothèques	123			
Autres	124			
<b>Réseau d'électricité</b>				
	125			
	126	3 000 000	7 113 402	22 285

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>		<b>Budget 2022</b>	<b>Réalisations 2022</b>	<b>Réalisations 2021</b>
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	127			
Péréquation	128			
Neutralité	129			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	130			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	131	355 000	354 962	317 011
Fonds de développement des territoires	132			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	133			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	134	195 800	195 815	118 063
Dotations spéciales de fonctionnement	135			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	136			
Autres	137	242 900	319 233	242 906
	138	793 700	870 010	677 980
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	<b>139</b>	<b>4 121 900</b>	<b>8 434 988</b>	<b>1 106 327</b>

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité*

<b>SERVICES RENDUS</b>		<b>Budget 2022</b>	<b>Réalisations 2022</b>	<b>Réalisations 2021</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
<b>Administration générale</b>				
Grefe et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	144		29 030	43 038
Sécurité incendie	145	20 000	78 054	55 580
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	20 000	107 084	98 618
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
	155			
Réseau de distribution de l'eau potable				
	156			
Traitement des eaux usées				
	157			
Réseaux d'égout				
	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport				
	160			
Tri et conditionnement				
	161			
Autres				
	162			
Autres	163	115 000	133 427	118 694
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	115 000	133 427	118 694

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité*

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>		<b>Budget 2022</b>	<b>Réalisations 2022</b>	<b>Réalisations 2021</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	176	10 000	19 786	25 020
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179	10 000	19 786	25 020
<b>Réseau d'électricité</b>				
	180			
	181	145 000	260 297	242 332



**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité*

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>		<b>Budget 2022</b>	<b>Réalisations 2022</b>	<b>Réalisations 2021</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
<b>Administration générale</b>				
Grefe et application de la loi	182			
Évaluation	183			
Autres	184	81 800	89 026	79 685
	185	81 800	89 026	79 685
<b>Sécurité publique</b>				
Police	186	500	136	199
Sécurité incendie	187	5 000	4 367	3 843
Sécurité civile	188			
Autres	189			
	190	5 500	4 503	4 042
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	191		12 768	11 173
Enlèvement de la neige	192	41 500	49 718	44 317
Autres	193	2 500	1 619	687
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194			
Transport adapté	195			
Transport scolaire	196			
Autres	197			
Autres	198			
	199	44 000	64 105	56 177
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	200			
Traitement des eaux usées	201			
Réseaux d'égout	202	60 000	52 137	46 802
	203			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204			
Matières recyclables	205			
Autres	206	5 500	8 618	10 356
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208			
Autres	209			
	210	65 500	60 755	57 158

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité*

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>		<b>Budget 2022</b>	<b>Réalisations 2022</b>	<b>Réalisations 2021</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	215			
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217			
Autres	218			
	219			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	220	529 800	499 100	388 601
Activités culturelles				
Bibliothèques	221	3 200	3 779	3 240
Autres	222	32 900	35 939	18 902
	223	565 900	538 818	410 743
<b>Réseau d'électricité</b>				
	224			
	225	762 700	757 207	607 805
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	226	907 700	1 017 504	850 137

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité*

		Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	227	109 000	111 165	104 030
Droits de mutation immobilière	228	1 200 000	1 563 026	1 845 981
Droits sur les carrières et sablières	229			
Autres	230	6 000	8 450	3 750
	231	1 315 000	1 682 641	1 953 761
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>				
	232	564 000	546 462	492 958
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>				
	233	15 000	89 844	15 890
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>				
	234	210 300	231 158	197 171
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	235		(20 620)	9 000
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	236			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239		689 285	901 888
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242		31 782	262 500
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	75 000	81 002	226 206
	245	75 000	781 449	1 399 594
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>				
	246			

**ANALYSE DES CHARGES**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Budget 2022		Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>						
Conseil	1	442 100	425 322		425 322	371 429
Greffe et application de la loi	2	541 600	515 658		515 658	569 970
Gestion financière et administrative	3	1 364 800	1 334 703		1 334 703	1 294 495
Évaluation	4	265 400	262 936		262 936	265 332
Gestion du personnel	5	270 300	268 950		268 950	244 199
Autres						
▪ Autres	6	710 900	834 226	148 171	982 397	888 853
▪	7					
	8	3 595 100	3 641 795	148 171	3 789 966	3 634 278
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>						
Police	9	3 471 500	3 496 338	607	3 496 945	3 411 413
Sécurité incendie	10	1 554 000	1 697 704	206 374	1 904 078	1 602 347
Sécurité civile	11	13 900	15 536		15 536	15 413
Autres	12	150 100	143 946		143 946	131 345
	13	5 189 500	5 353 524	206 981	5 560 505	5 160 518
<b>TRANSPORT</b>						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	1 873 000	2 188 948	1 941 418	4 130 366	3 923 784
Enlèvement de la neige	15	1 233 900	1 257 281	587	1 257 868	1 136 376
Éclairage des rues	16	74 000	74 588	74 836	149 424	153 780
Circulation et stationnement	17	171 000	196 247		196 247	208 459
Transport collectif						
Transport en commun	18	708 000	703 036		703 036	670 882
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	634 300	607 783		607 783	591 531
	22	4 694 200	5 027 883	2 016 841	7 044 724	6 684 812

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

<i>Non audité</i>	Budget 2022		Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	611 200	697 247	179 792	877 039	750 187
Réseau de distribution de l'eau potable	24	224 800	292 259	494 225	786 484	717 258
Traitement des eaux usées	25	382 900	385 408	242 400	627 808	582 924
Réseaux d'égout	26	190 600	172 172	730 278	902 450	838 841
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	484 900	552 488	9 137	561 625	466 933
Élimination	28	240 000	222 744		222 744	226 486
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	401 100	480 476		480 476	387 027
Tri et conditionnement	30	35 000	26 292		26 292	33 716
Matières organiques						
Collecte et transport	31	247 800	311 856		311 856	267 202
Traitement	32	111 700	100 668		100 668	102 976
Matériaux secs	33	251 100	251 963	24 479	276 442	228 873
Autres	34	17 800	20 243		20 243	14 354
Plan de gestion						
Autres	36	5 300	9 754		9 754	15 045
Cours d'eau						
Protection de l'environnement	38	437 500	488 223	2 277	490 500	413 340
Autres	39	72 900	54 217		54 217	63 698
	40	3 714 600	4 066 010	1 682 588	5 748 598	5 108 860
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Logement social	41	123 800	122 742		122 742	122 878
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	123 800	122 742		122 742	122 878

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

<i>Non audité</i>	Budget 2022		Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	668 500	668 231	4 851	673 082	582 729
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	30 000				
Autres biens	47	50 000	58 625		58 625	40 000
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	99 900	84 941		84 941	35 360
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51	9 800	9 696		9 696	9 707
	52	858 200	821 493	4 851	826 344	667 796
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	655 100	538 588	47 640	586 228	530 919
Patinoires intérieures et extérieures	54	586 100	734 533	1 253	735 786	541 348
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	922 000	849 107	263 419	1 112 526	1 089 608
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	257 400	250 601		250 601	229 222
	60	2 420 600	2 372 829	312 312	2 685 141	2 391 097
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	530 300	500 204	17 479	517 683	349 717
Bibliothèques	62	722 000	747 299	50 684	797 983	728 945
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	16 200	9 874	6 050	15 924	19 356
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	54 900	54 430		54 430	54 490
	66	1 323 400	1 311 807	74 213	1 386 020	1 152 508
	67	3 744 000	3 684 636	386 525	4 071 161	3 543 605

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

<i>Non audité</i>	Budget 2022		Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>	68					
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>						
Dette à long terme						
Intérêts	69	695 000	723 601		723 601	786 800
Autres frais	70	112 100	106 604		106 604	98 050
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	6 800	400		400	400
Autres	72	3 000	32		32	
	73	816 900	830 637		830 637	885 250
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>	74					
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS</b>	75	4 320 000	4 445 957 (	4 445 957 )		





# **Autres renseignements financiers non audités**

**Exercice terminé le 31 décembre 2022**

# Table des matières

## Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

## Autres renseignements

Questionnaire	10
---------------	----

## **Autres renseignements financiers non audités**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité*

		Réalizations 2022	Réalizations 2021
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	774 680	460 428
Usines de traitement de l'eau potable	2	234 036	663 372
Usines et bassins d'épuration	3	34 023	
Conduites d'égout	4	919 256	1 129 928
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	824 010	2 382 098
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	437 011	299 167
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	413 561	710 546
Autres infrastructures	11	242 041	158 087
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	635 980	1 081
Édifices communautaires et récréatifs	14	106 481	418 867
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	127 825	1 210 934
Ameublement et équipement de bureau	18	42 017	124 392
Machinerie, outillage et équipement divers	19	398 174	165 473
Terrains	20	8 000	
Autres	21		
	22	5 197 095	7 724 373

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT**  
**ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité*

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	499 348	339 379
Usines de traitement de l'eau potable	24	234 036	663 372
Usines et bassins d'épuration	25	34 023	
Conduites d'égout	26	505 303	690 830
Autres infrastructures	27	828 958	1 992 703
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28	275 332	121 049
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31	413 953	439 098
Autres infrastructures	32	1 087 665	1 557 195
Autres immobilisations corporelles	33	1 318 477	1 920 747
	34	5 197 095	7 724 373

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité*

		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	2 667		(138 108)	140 775
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	9 494 345	485 542	991 870	8 988 017
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	23 093 488	5 076 158	2 241 846	25 927 800
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	32 590 500	5 561 700	3 095 608	35 056 592
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	3 014 289		196 487	2 817 802
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	3 014 289		196 487	2 817 802
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	3 014 289		196 487	2 817 802
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	3 014 289		196 487	2 817 802
	19	35 604 789	5 561 700	3 292 095	37 874 394
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
<b>Dette à long terme</b>	22	35 604 789	5 561 700	3 292 095	37 874 394

**Note**

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2022**

**Non audité**

<b>Administration municipale</b>		
Dettes à long terme	1	37 874 394
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	4 361 931
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	140 775
Débiteurs	9	2 817 802
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	965 593
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	38 312 155
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats</b>		
Endettement net à long terme	15	
Endettement net à long terme	16	38 312 155
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes</b>		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	104 764
Autres organismes	19	1 211 396
Endettement total net à long terme	20	39 628 315
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	39 628 315
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus, et à la ligne 20, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité*

		Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
<b>Administration générale</b>				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	52 600	52 283	86 502
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	695 500	695 510	668 702
Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	3 500	3 526	3 530
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16	123 800	122 742	122 878
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	28 200	28 200	28 200
Autres	21	9 800	9 696	9 707
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	54 900	54 430	54 490
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	968 300	966 387	974 009

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022***Non audité*

		<b>2022</b>	<b>2021</b>
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	4 872 158	7 547 929
<b>Frais de financement</b>	4	324 937	176 444
<b>Autres</b>	5		
	6	5 197 095	7 724 373



**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

*Non audité*

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	19,50	35,00	36 588,00	2 041 605	457 367	2 498 972
Professionnels	2						
Cols blancs	3	27,00	35,00	50 423,00	1 457 502	339 744	1 797 246
Cols bleus	4	40,50	40,00	86 509,00	2 289 236	546 429	2 835 665
Policiers	5						
Pompiers	6	12,00	40,00	27 058,00	890 890	154 352	1 045 242
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	99,00		200 578,00	6 679 233	1 497 892	8 177 125
Élus	9	7,00			264 873	34 853	299 726
	10	106,00			6 944 106	1 532 745	8 476 851

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		227 096	516 104		743 200
Réseau de distribution de l'eau potable	13	43 538	129 961	311 774		485 273
Traitement des eaux usées	14	3 750				3 750
Réseaux d'égout	15	37 489	276 166	644 045		957 700
Autres	16	880 805		300	5 363 960	6 245 065
	17	965 582	633 223	1 472 223	5 363 960	8 434 988

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

**Non audité**

		2022	2021
<b>Administration générale</b>			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	37 518	38 839
	4	37 518	38 839
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5		
Sécurité incendie	6	42 970	42 679
Sécurité civile	7		
Autres	8	4	4
	9	42 974	42 683
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	325 920	393 035
Enlèvement de la neige	11	4	33
Autres	12	81 265	84 800
Transport collectif	13		
Autres	14	20	23
	15	407 209	477 891
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	19 640	16 157
Réseau de distribution de l'eau potable	17	93 839	111 621
Traitement des eaux usées	18	15 161	16 647
Réseaux d'égout	19	103 728	126 859
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22	5	5
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	6	5
Autres	25		
	26	232 379	271 294
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	3 669	3 853
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	3	
Autres	34		
	35	3 672	3 853
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	36	82 761	35 941
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	23 624	13 716
Autres	38	500	1 033
	39	106 885	50 690
<b>Réseau d'électricité</b>			
	40		
	41	830 637	885 250

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Julie Boivin	Maire	78 000	17 546	35 580	
Véronique Baril	Conseiller	19 400	9 700		
Pierre Berthiaume	Conseiller	19 400	9 700		
Isabelle Hardy	Conseiller	19 400	9 700		
Marc-Olivier Leblanc	Conseiller	19 400	9 700		
Sébastien Lévesque	Conseiller	19 400	9 700		
Keven Renière	Conseiller	19 400	9 700		

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	2 000 000 \$
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022	4	61 403 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8	\$
Ligne 3 : Autres revenus	9	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	10	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	11	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	12	\$
Ligne 9 : Autres charges	13	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	15	\$
Ligne 14 : Débiteurs	16	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	17	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	18	\$
Ligne 19 : Crédateurs et charges à payer	19	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	20	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	21	\$
Ligne 24 : Libres	22	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	23	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	24	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	25	\$
Constatés au cours de l'exercice	26	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	27	\$

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 28  29
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 30 62 750 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 31  32
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2022 33 258 686 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 34  35
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 36 \_\_\_\_\_ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 37  38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 39 \_\_\_\_\_ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 40  41
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 42  43
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 44  45
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 46 689 285 \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 47  48
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 49 68 591 \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 50  51
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 52 \_\_\_\_\_ \$
- b) autres formes d'aide 53 \_\_\_\_\_ \$

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

## 9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2022

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2022

54  \$

Facteur comparatif de 2022

55 

Valeur uniformisée

56  \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2022 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

57 \_\_\_\_\_ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

## a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

58 \_\_\_\_\_ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

59 \_\_\_\_\_ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

60 \_\_\_\_\_ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

61 \_\_\_\_\_ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

62 \_\_\_\_\_ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

63 \_\_\_\_\_ \$

Systèmes de drainage

64 \_\_\_\_\_ \$

Abords de routes

65 \_\_\_\_\_ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

66 \_\_\_\_\_ \$

## b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

67 \_\_\_\_\_ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

68 \_\_\_\_\_ \$

## c) Total des frais encourus admissibles

69 \_\_\_\_\_ \$

## d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 69 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2022 (ligne 57), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 66 et 68), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2022 (ligne 57) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

70 \_\_\_\_\_

b) Date d'adoption de la résolution

71 \_\_\_\_\_

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 72  73
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 74 2019-11-377
- b) Date d'adoption de la résolution 75 2019-11-05
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 76 2
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 77 \_\_\_\_\_
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 78 \_\_\_\_\_
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 79 \_\_\_\_\_
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 80 \_\_\_\_\_
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 81 \_\_\_\_\_
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 82 \_\_\_\_\_
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 83 1 150
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 84 602
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 85 2
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 86  87

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

**La question 13 s'applique aux MRC seulement**



**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

**Non audité****OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1  2 

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3  4 

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5  6 

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7  8 

4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

9  10 

**Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.**

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

11  12 

6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

13  14 

7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

15  16 

**La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.**

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

17  18 

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

19  20



**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2023-05-09

Nom du signataire : Sylvie Poitras

Fonction du signataire : Trésorière

Date de transmission au Ministère : 2023-05-10

Date et heure de la dernière modification : 2023-05-10 14:31



# Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

		2022		2021
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Revenus</b>				
Fonctionnement	1	26 200 900	27 173 400	25 927 850
Investissement	2	3 000 000	7 801 861	1 256 460
	3	29 200 900	34 975 261	27 184 310
<b>Charges</b>				
	4	27 056 300	27 994 677	25 807 997
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>				
	5	2 144 600	6 980 584	1 376 313
Moins : revenus d'investissement	6 (	3 000 000)(	7 801 861)(	1 256 460)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>				
	7	(855 400)	(821 277)	119 853
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	4 320 000	4 445 957	4 303 181
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	183 200	114 254	131 052
Remboursement de la dette à long terme	10 (	3 095 600)(	3 095 608)(	3 093 923)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	50 000)(	124 790)(	65 276)
Excédent (déficit) accumulé	12	(502 200)	(449 406)	99 980
Autres éléments de conciliation	13		41 199	
	14	855 400	931 606	1 375 014
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>				
	15		110 329	1 494 867

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2022**

		2022	2021
<b>Actifs financiers</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	3 025 779	2 061 373
Débiteurs	2	13 431 636	7 210 367
Placements de portefeuille	3		
Autres	4		
	5	16 457 415	9 271 740
<b>Passifs</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	37 576 344	35 314 389
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	113 300	110 100
Autres	9	11 470 508	12 828 233
	10	49 160 152	48 252 722
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	11	<b>(32 702 737)</b>	<b>(38 980 982)</b>
<b>Actifs non financiers</b>			
Immobilisations corporelles	12	90 682 311	89 972 372
Autres	13	15 291	22 891
	14	90 697 602	89 995 263
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>	15	<b>57 994 865</b>	<b>51 014 281</b>

Extrait du rapport financier, page S8

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2022**

		2022	2021
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	2 396 126	3 307 649
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Budget de l'exercice suivant	17	560 000	250 000
▪ Règlement tarification infras	18	79 500	79 500
▪ Classique de la mairesse	19	34 721	29 642
▪ Transport en commun	20	774 030	774 030
▪	21		
▪	22		
▪	23		
▪	24		
▪	25		
	26	1 448 251	1 133 172
Réserves financières	27	751 150	444 600
Fonds réservés	28	858 609	556 483
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29	( 578 100)	( 855 400)
Financement des investissements en cours	30	(3 396 338)	(12 113 194)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	56 515 167	58 540 971
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	57 994 865	51 014 281

Extrait du rapport financier, page S23

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2022**

		2022
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	38 312 155
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	39 628 315

*Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25*

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2022**

		2022	2021
<b>Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal</b>			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	140 775	2 667
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	25 927 800	23 093 488
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	8 988 017	9 494 345
<b>Dettes à long terme à la charge des tiers</b>			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	2 817 802	3 014 289
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
<b>Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement</b>			
	10		
	11	37 874 394	35 604 789

*Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37*

**SOMMAIRE DES REVENUS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

		2022		2021
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Fonctionnement</b>				
Taxes	12	19 323 500	19 514 817	18 549 299
Compensations tenant lieu de taxes	13	2 668 500	2 676 398	2 619 173
Quotes-parts	14			
Transferts	15	1 121 900	1 321 586	1 084 042
Services rendus	16	907 700	1 017 504	850 137
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	1 894 000	2 318 947	2 462 609
Autres	18	285 300	324 148	362 590
	19	26 200 900	27 173 400	25 927 850
<b>Investissement</b>				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22	3 000 000	7 113 402	22 285
Autres	23		688 459	1 234 175
	24	3 000 000	7 801 861	1 256 460
	25	29 200 900	34 975 261	27 184 310

*Extrait du rapport financier, page S16*



**SOMMAIRE DES CHARGES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

		Budget 2022		Réalizations 2022		Réalizations 2021
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	3 595 100	3 641 795	148 171	3 789 966	3 634 278
Sécurité publique						
Police	2	3 471 500	3 496 338	607	3 496 945	3 411 413
Sécurité incendie	3	1 554 000	1 697 704	206 374	1 904 078	1 602 347
Autres	4	164 000	159 482		159 482	146 758
Transport						
Réseau routier	5	3 351 900	3 717 064	2 016 841	5 733 905	5 422 399
Transport collectif	6	708 000	703 036		703 036	670 882
Autres	7	634 300	607 783		607 783	591 531
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	1 409 500	1 547 086	1 646 695	3 193 781	2 889 210
Matières résiduelles	9	1 794 700	1 976 484	33 616	2 010 100	1 742 612
Autres	10	510 400	542 440	2 277	544 717	477 038
Santé et bien-être	11	123 800	122 742		122 742	122 878
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	668 500	668 231	4 851	673 082	582 729
Promotion et développement économique	13	99 900	84 941		84 941	35 360
Autres	14	89 800	68 321		68 321	49 707
Loisirs et culture	15	3 744 000	3 684 636	386 525	4 071 161	3 543 605
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	816 900	830 637		830 637	885 250
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	22 736 300	23 548 720	4 445 957	27 994 677	25 807 997
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	4 320 000	4 445 957 (	4 445 957 )		
	21	27 056 300	27 994 677		27 994 677	25 807 997

Extrait du rapport financier, page S28

**SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

		<u>2022</u>	<u>2021</u>
		Réalizations	Réalizations
<b>Revenus d'investissement</b>	1	7 801 861	1 256 460
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	5 197 095)(	7 724 373)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	)	)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	5 438 640	3 287 034
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	124 790	65 276
Excédent accumulé	6	557 112	295 179
	7	923 447	(4 076 884)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	8	8 725 308	(2 820 424)

*Extrait du rapport financier, page S18*